

Art. 2. Gedurende de in artikel 1 bedoelde periode geven de Gouverneurs de politiediensten opdracht om te zorgen voor het verbod op fysieke uithuiszettingen, zo nodig door middel van dwang en/of geweld.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de dag van zijn ondertekening.

Art. 4. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43580]

6 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/15bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 47/15bis, § 1^{er}, alinéa 2, du Code wallon de l'action sociale et de la santé, tel que modifié par le décret du 15 octobre 2020 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 octobre 2020 ;

Vu le rapport du 19 octobre 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intrafrancophone, donné le 28 novembre 2020 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que suite aux décisions du Conseil national de sécurité du 23 septembre 2020, les règles relatives aux obligations en matière de quarantaine ont été modifiées ;

Que, dans ce contexte, le Conseil national de sécurité a sollicité des différentes entités qu'elles adaptent leurs normes afin de refléter ces modifications, la date du 1^{er} octobre 2020 étant fixée pour l'entrée en vigueur de celles-ci ;

Que, dès lors, le cadre légal a été modifié et vu le délai octroyé par le Conseil national de sécurité ;

Vu l'avis 68.188/4 du Conseil d'État, donné le 27 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Considérant les décisions du Conseil national de sécurité, notamment celles du 23 septembre 2020 ;

Considérant qu'il convient de déterminer les catégories de personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19, qui sont de ce fait tenues de se placer en isolement ou en quarantaine, à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet et de procéder à un dépistage en exécution de l'article 47/15bis de Code wallon de l'action sociale et de la santé ;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o personne présumée infectée : personne de catégorie III telle que définie à l'article 1^{er}, 15^o, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

2^o un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 : un territoire classé en zone rouge par le Service public fédéral Affaires étrangères ;

3^o les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées : personne de catégorie IV telle que définie à l'article 1^{er}, 15^o, de l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano.

Art. 2. § 1^{er}. Sont tenues de se placer immédiatement en isolement ou en quarantaine à leur domicile ou tout autre lieu approprié à cet effet, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales, les catégories de personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 suivantes :

1^o les personnes infectées ;

2^o les personnes présumées infectées ;

3^o les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées ;

4^o les personnes qui entrent sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19.

§ 2. Sont exemptées de l'obligation d'isolement ou de quarantaine :

1° les personnes asymptomatiques visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, qui exercent une fonction ou une mission essentielle auprès de personnes infectées par le COVID-19 et qui sont :

a) des professionnels des soins de santé visés dans la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 ;

b) des professionnels de l'aide et des soins aux personnes fragilisées visées par le Code wallon de l'action sociale et de la santé.

Les personnes visées au 1° sont exemptées à la condition que l'exercice de leur fonction soit absolument indispensable pour garantir la continuité des soins et services et pour autant que les mesures suivantes soient appliquées :

a) port d'un équipement de protection individuelle adéquat à l'extérieur et dès l'entrée dans un établissement de soins ou dans un lieu de soins ;

b) respect des règles d'hygiène obligatoire ;

c) contrôle actif de la température corporelle et des symptômes possibles de COVID-19 ;

d) respect d'une distance minimale d'un mètre et demi avec les membres du personnel ;

e) limitation des contacts sociaux en dehors du travail ;

f) interdiction des voyages ;

2° les personnes qui remplissent un document d'auto-évaluation, intégré dans le Passenger Locator Form publié sur les sites web du Service public fédéral Affaires étrangères et de l'Office des étrangers, et pour autant que le résultat généré par le système soit négatif ;

3° les personnes qui séjournent moins de 48 heures dans un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19 ou qui restent moins de 48 heures en Belgique.

Art. 3. Sont tenues de procéder à un dépistage, selon les modalités définies par les recommandations et décisions des instances fédérales et interfédérales, les catégories de personnes susceptibles d'être vecteur de la transmission de la COVID-19 suivantes :

1° les personnes présumées infectées ;

2° les personnes ayant été en contact étroit ou à haut risque avec les personnes infectées ;

3° les personnes qui entrent sur le territoire de la région de langue française après avoir séjourné sur un territoire à très haut risque d'infection par la COVID-19.

Les personnes asymptomatiques visées au 2° sont exemptées de l'obligation de dépistage visée à l'alinéa 1^{er} jusqu'au 15 novembre 2020.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2020.

Art. 5. Le Ministre qui a la santé et l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 6 novembre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des Chances
et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43580]

6 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 47/15bis, § 1, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zoals gewijzigd bij het decreet van 15 oktober 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 september 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 oktober 2020;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig Overlegorgaan, uitgebracht op 28 november 2020;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de regels inzake de quarantaineverplichtingen ingevolge de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad van 23 september 2020 zijn gewijzigd;

Dat de Nationale Veiligheidsraad in dit verband de verschillende entiteiten heeft verzocht hun normen aan te passen op deze wijzigingen, waarbij de datum van 1 oktober 2020 wordt vastgesteld voor de inwerkingtreding ervan;

Dat het rechtskader dan ook is gewijzigd en gelet op de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde termijn;

Gelet op advies 68.188/4 van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad, met name die van 23 september 2020;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de categorieën personen te bepalen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn en die daarom verplicht zijn zich onmiddellijk in afzondering of quarantaine te plaatsen in hun woonst of iedere andere daartoe aangepaste plaats en een opsporingstest te ondergaan overeenkomstig artikel 47/15bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid);

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o vermoedelijk besmette persoon: een persoon categorie III zoals bepaald in artikel 1, 15^o, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

2^o grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19: een grondgebied dat door de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken als rode zone is geclassificeerd;

3^o personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen: personen categorie IV zoals bepaald in artikel 1, 15^o, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano.

Art. 2. § 1. De volgende categorieën personen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn, moeten zich onmiddellijk in afzondering of quarantaine plaatsen in hun woonst of iedere andere daartoe aangepaste plaats volgens de nadere regels bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties:

1^o de besmette personen;

2^o de vermoedelijk besmette personen;

3^o de personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen;

4^o de personen die het grondgebied van het Franse taalgebied binnenkomen na een verblijf in een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19.

§ 2. De volgende personen zijn vrijgesteld van de verplichting tot afzondering of quarantaine:

1^o de asymptomatische personen bedoeld in paragraaf 1, 1^o tot 4^o, die een essentiële functie of opdracht uitvoeren bij personen die besmet zijn met COVID-19 en die:

a) gezondheidszorgbeoefenaars zijn zoals bedoeld in de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015;

b) beroepsbeoefenaars zijn die bijstand en zorg verlenen aan kwetsbare personen zoals bedoeld in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

De in 1^o bedoelde personen zijn vrijgesteld op voorwaarde dat de uitoefening van hun functie absoluut noodzakelijk is om de continuïteit van de zorg en de dienstverlening te waarborgen en op voorwaarde dat de volgende maatregelen worden toegepast:

a) het dragen van een passend persoonlijk beschermingsmiddel buiten en bij het betreden van een verzorgingsinstelling of -plaats;

b) naleving van de verplichte hygiënevoorschriften;

c) actieve controle van de lichaamstemperatuur en van de mogelijke symptomen van COVID-19;

d) het houden van een minimumafstand van anderhalve meter met het personeel;

e) beperking van de sociale contacten buiten het werk;

f) reisverbod;

2^o de personen die een zelfevaluatiedocument invullen, geïntegreerd in het Passenger Locator Form bekendgemaakt op de websites van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de Dienst Vreemdelingenzaken, en voor zover dat het door het systeem gegenereerde resultaat negatief is;

3^o de personen die minder dan 48 uur in een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19 verblijven of die minder dan 48 uur in België verblijven.

Art. 3. De volgende categorieën personen die een vector voor het overbrengen van COVID-19 zouden kunnen zijn, moeten een opsporingstest ondergaan volgens de nadere regels bepaald in de aanbevelingen en beslissingen van de federale en interfederale instanties:

1° de vermoedelijk besmette personen;

2° de personen die een nauw contact of een hoogrisico-contact hebben gehad met de besmette personen;

3° de personen die het grondgebied van het Franse taalgebied binnenkomen na een verblijf in een grondgebied met een zeer hoog risico op besmetting met COVID-19.

Asymptomatische personen bedoeld in 2° zijn tot 15 november 2020 vrijgesteld van de verplichting tot opsporingstest als bedoeld in het eerste lid.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2020.

Art. 5. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2020/43472]

Verlenging van aanstelling

Bij ministerieel besluit van 24 september 2020, wordt de aanstelling van Mijnheer Ben Smeets, voorzitter van het directiecomité ad interim, directeur-generaal ad interim van het directoraat -generaal Digitale Transformatie en directeur-generaal ad interim van het directoraat -generaal Sociaal Secretariaat PersoPoint bij Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, die het voorwerp uitmaakt van het KB van 10 oktober 2014, verlengd vanaf 1 oktober 2020.

De verlenging eindigt van rechtswege op het ogenblik van de definitieve aanduiding van een mandaathouder in de voornoemde functie, of bij ontstentenis na een duurtijd van 6 maanden.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking.

Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2020/43472]

Prolongation de désignation

Par arrêté ministériel du 24 septembre 2020 la désignation de M. Ben Smeets, président du comité de direction ad interim, directeur général ad interim de la direction générale Transformation Digitale et directeur général ad interim de la direction générale Secrétariat Sociale PersoPoint au Service public fédéral Stratégie et Appui, qui a fait l'objet de l'arrêté royal du 10 octobre 2014 est prolongée à partir du 1^{er} octobre 2020.

La prolongation prend fin de plein droit au moment de la désignation définitive d'un mandataire dans la fonction susmentionnée, ou par défaut, après une période de 6 mois.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être introduit à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2020/43590]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 9 november 2020, wordt de heer Simon VAN MEENEN, benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 15 augustus 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2020/43590]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 9 novembre 2020, Monsieur Simon VAN MEENEN, est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 15 août 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2020/16009]

Personeel. — Benoemingen

Bij besluit van 26 oktober 2020, dat uitwerking heeft met ingang van 1 november 2020, wordt mevrouw Sophie PONTZEELE, administratief assistent bij de FOD Financiën, er benoemd tot financieel deskundige. Zij wordt aangewezen in een betrekking bij de Algemene Administratie van de Thesaurie. De administratieve standplaats van betrokkene is Brussel-centrale diensten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2020/16009]

Personnel. — Nominations

Par arrêté du 26 octobre 2020, qui produit ses effets le 1^{er} novembre 2020, Madame Sophie PONTZEELE, assistant administratif auprès du Service public fédéral Finances, y est nommée expert financier. Elle est désignée dans un emploi auprès de l'Administration générale de la Trésorerie. La résidence administrative de l'intéressée est Bruxelles-services centraux.